

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Préfet de la Région PACA

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 2191-59 du Code de la Commande Publique

Monsieur le Directeur Inter-Régional de la Mer Méditerranée

Ordonnateur

Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée

Comptable public assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques des Bouches-du-Rhône

Objet du marché

Stockage, évacuation et traitement des déchets issus
des Centres Opérationnels de Balisage de Marseille et de Sète,
du Service des Phares et Balises de Méditerranée

Remise des offres

Date limite de réception : 06/02/2025 à 17 h 00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent RC comporte 1 annexe : attestation de visite sur site.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses particulières.....	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-10. Délai de validité des offres.....	5
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	5
2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	5
2-13. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	5
3-1. Solution de base.....	6
3-2. Variantes.....	9
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	10
4-1. Sélection des candidatures.....	10
4-2. Jugement et classement des offres.....	10
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	14
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14
5-2. Remise des documents financiers (Bordereau des prix unitaires et forfaitaires détail des prix et le détail estimatif) en version modifiable.....	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	15
ARTICLE 7. VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE.....	15
ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION : Attestation de visite du site d'enlèvement des déchets.....	17

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations du présent marché ont pour objet les prestations de location de bennes, l'évacuation, le traitement et la valorisation des déchets issus du COB de Marseille et du COB de Sète, avec la remise des bons d'enlèvement, du bon de pesée et du bordereau de suivi des déchets. Le COB de Marseille et le COB de Sète sont composés chacun de deux sites :

- Le Centre Opérationnel de Balisage de Marseille et du Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Port-de-bouc (COB de Marseille) ;
- Le Centre Opérationnel de Balisage de Sète et le Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Sète (COB de Sète).

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

LOT N°1 « COB Marseille »

Centre	Site	Adresse
COB de Marseille	Centre Opérationnel de Balisage de Marseille	Poste 123 de la Digue du Large 13 002 Marseille
	Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Port-de-Bouc	Rue de la République 13 110 Port-de-Bouc

LOT N°2 « COB de Sète»

Centre	Site	Adresse
COB de Sète	Centre Opérationnel de Balisage de Sète	Quai d'Alger prolongé 34 201 Sète
	Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Sète	CD 2 – Route de Balaruc 34 200 Sète

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, et R. 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique (CCP).

À titre indicatif et sans engagement de la part de la personne publique, l'estimation en valeur ou en quantité permettant d'apprécier l'ampleur prévisible de la commande pour un an est de :

Lot	Montant maximum HT
Lot n°1 « COB de Marseille»	65 000 € HT par an
Lot n°2 « COB de Sète»	35 000 € HT par an

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et des articles R.2124-1 et 2, et R.2161 du CCP.

Cette consultation ne permet pas l'utilisation du mode de réponse simplifiée dit "marché public simplifié" (MPS).

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloué, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	« COB de Marseille»
Lot 2	« COB de Sète »

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique ;
- Soit avec des prestataires groupés conjoints ou solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Conformément à l'article L.2141-13 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des clauses particulières (CCP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-13. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Des spécifications techniques sont précisées dans l'article 10-3 du CCP.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de la personne publique. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) envoyée à la publication ;
- Le présent règlement et son annexe 1 - attestation de visite sur site ;
- L'acte d'engagement (AE);
- Le Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Les bordereaux des prix unitaires et forfaitaires (BPUF);
- Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) ;
- Le modèle de déclaration de sous-traitance de rang 1 (DC4).

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

Dans un dossier « Candidature » :

Selon l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut utiliser le DUME pour répondre à ces exigences.

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique , à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la Commande Publique seront exclus;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique pourront être exclus;
- * En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant.

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Capacité économique et financière - références requises

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 (NOR:FCPT1502194A) ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

*** Expérience :**

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

*** Capacités professionnelles :**

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché;

- Les certificats de qualifications professionnelles,

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

*** Capacités techniques :**

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

Les candidats souhaitant soumissionner sur plusieurs lots, pourront ne fournir qu'un seul sous-dossier contenant l'ensemble des éléments requis pour ces lots.

Dans un dossier « Offre » :

- Le projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe 1 relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF): cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de la liste des prix.

- L'attestation de visite préalable (annexe 1 du présent RC) visée par le responsable du COB concerné ou son représentant.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le détail quantitatif estimatif : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du détail estimatif.

- Les documents explicatifs :

Au projet de marché seront joints les documents suivants :

- Un mémoire technique exposant :
 - ✓ les procédés et moyens d'exécution envisagés, les procédures de contrôle et l'organisation de la qualité d'exécution des prestations, les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur site ;
 - ✓ les mesures prises pour respecter le délai d'intervention fixé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement y compris l'organisation mise sur pied pour répondre aux commandes (nombre d'équipes disponibles et leur implantation) ;
 - ✓ l'organisation détaillée pour l'encadrement, le suivi technique, financier et administratif du marché ;
 - ✓ les mesures prises pour la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur site ;
- Une note explicative sur l'aspect environnemental :
 - ✓ la situation géographique des centres de tris, de valorisations, de recyclage par rapport aux sites concernés par le marché : COB de Marseille pour le lot 1 (deux sites), et COB de Sète pour le lot 2 (deux sites) ;

- ✓ le choix des filières pour favoriser le réemploi, le recyclage, ou autres valorisations ;
- ✓ les mesures prises pour le suivi des déchets et la restitution des bordereaux de suivi des déchets ;
- ✓ La description de l'organisation proposée pour la formation et la sensibilisation à la gestion des déchets des agents présents sur le site. Cette note devra faire apparaître notamment le temps (demi-journée, journée...) prévu par le prestataire et l'organisation pédagogique de cette formation.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la Commande Publique le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du Code de la Commande Publique ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et **signé électroniquement** pour chaque lot, conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/ des entreprise(s) avant l'attribution du marché;
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou , s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion . En cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- Les attestations d'assurance visées à l'article 1-8.3 du CCP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur examinera les candidatures puis les offres reçues.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code la commande publique seront éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-2 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres de chaque lot conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
Le critère prix (NP) , noté sur 10 points avant pondération. Le montant pris pour référence est celui du détail estimatif, la note étant calculée par la formule suivante : $\text{Note prix} = 10 \times (\text{Montant de l'offre la plus basse}) / (\text{Montant de l'offre analysée})$	60 %
La valeur technique (NT) , notée sur 10 points avant pondération, sera appréciée au vu <u>Le mémoire technique</u> : <ul style="list-style-type: none">• Procédés et moyens d'exécution (3 points)• mesures prise pour respecter le délai d'intervention (2 points)• organisation détaillée pour l'encadrement et le suivi (3 points)• mesures prises pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur site (2 points)	30 %
La valeur environnementale (NE) , notée sur 10 points avant pondération, sera appréciée au vu du document suivant : <u>- La note explicative sur l'aspect environnemental</u> : <ul style="list-style-type: none">• Choix des filières pour favoriser le ré-emploi, le recyclage, ou autres valorisations (3 points)• Situation géographique des centres de tri, de valorisation par rapport aux différents sites (2 points)• Mesures prises pour le suivi des déchets et la restitution des bordereaux de suivi des déchets (3 points)• Formation des agents du site à la gestion des déchets (2 points)	10 %

4-2.1. Prix des prestations

Le critère prix sera noté sur 10 au vu du montant Hors Taxes de l'offre provenant du Détail Estimatif remis par chaque candidat, par application de la formule suivante :

Note de l'offre = $10 * [\text{Montant de l'offre moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}]$

avec :

- Montant de l'offre moins-disante = prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues)
- Montant de l'offre à noter = prix de l'offre à évaluer

4-2.2. Valeur technique (NT) de l'offre

Ce critère sera apprécié en tenant compte des informations contenues dans les documents explicatifs fournis par le candidat à l'appui de son offre et au regard des sous critères suivants :

Valeur technique	
Mémoire technique : <ul style="list-style-type: none">• Procédés et moyens d'exécution (3 points) ;• Mesures prises pour respecter le délai d'intervention (2 points) ;• Organisation détaillée pour l'encadrement et le suivi (3 points) ;• Mesures prises pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail sur site (2 points).	10 points

La note du sous critères est définie comme suit :

- N_T = note attribuée au critère *Mémoire technique de la valeur technique*

4-2.3. Valeur environnementale (NE) de l'offre

Valeur environnementale	
Note explicative sur l'aspect environnemental : <ul style="list-style-type: none">• Choix des filières pour favoriser le ré-emploi, le recyclage, ou autres valorisations (3 points) ;• Situation géographique des centres de tri, de valorisation par rapport aux différents sites (2 points) ;• Mesures prises pour le suivi des déchets et la restitution des bordereaux de suivi des déchets (3 points) ;• Formation des agents du site à la gestion des déchets (2 points).	10 points

La note du sous critères est définie comme suit :

- N_E = note attribuée au critère *Note explicative sur les filières de traitement de la valeur environnementale*

Pour faciliter l'analyse des offres et respecter les principes de la commande publique, chaque sous critère noté sans l'usage d'une formule se verra appliqué la grille de notation suivante :

4-2.4. Détail du barème des points

Pour les valeurs technique et environnementale

Sous-critère	Valeurs technique et environnementale	
	Noté sur 2 points	Noté sur 3points
Éléments demandés absents	0 point	0 point
Éléments demandés présents en totalité mais en partie inadéquats ou inappropriés	1 point	1,5 point
Éléments demandés présents en totalité et adéquats	2 points	3 points

Pour le sous-critère (valeur environnementale) relatif à la situation géographique

Le sous-critère relative à la situation géographique « Situation géographique des centres de tri, de valorisation par rapport aux différents sites » se décompose selon les éléments suivants :

- Exutoire proposé situé à plus de 25 km du centre de balisage concerné par le lot (Marseille pour lot 1 et Sète pour lot 2) **(0 point)** ;
- Exutoire proposé situé entre 11 et 25 km du centre de balisage concerné par le lot (Marseille pour lot 1 et Sète pour lot 2) **(1 point)** ;
- Exutoire proposé situé entre 0 et 10 km du centre de balisage concerné par le lot (Marseille pour lot 1 et Sète pour lot 2) **(2 points)**.

4-2.5. Principe de redressement

Les notes relatives à la « Valeur Technique » (NT) » et « Valeur Environnementale » (NE) sont soumises au principe de redressement.

La meilleure note intermédiaire obtenue par addition des valeurs des sous-critères sera portée à la valeur définitive de 10 points. La note définitive de chaque offre des autres candidats sera obtenue en multipliant la note intermédiaire par un coefficient $R = (10 / \text{note provisoire de l'offre classée première})$.

4-2.6. Note globale N (notée sur 10)

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chacun des deux critères :

$$N = 0,6*NP + 0,4*NT + 0,1*NE$$

L'offre du candidat ayant la note globale N la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la liste des prix sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans cette liste des prix seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la liste des prix qui sera pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le détail estimatif, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

L'exemplaire original du marché sera exigé auprès du candidat retenu avant l'attribution du marché.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **DIRMM-P1-23-004**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre et de commencer leur téléchargement 24 heures à l'avance.
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

5-2. Remise des documents financiers (Bordereau des prix unitaires et forfaitaires détail des prix et le détail estimatif) en version modifiable

Afin de faciliter l'analyse des offres des candidats, il leur est demandé de fournir le bordereau des prix unitaires et forfaitaires ainsi que le détail quantitatif estimatif sous deux formats :

- en version non modifiable (.pdf)
- en version modifiable (format natif)

En cas de litige, le seul document faisant foi sera le bordereau des prix unitaires et forfaitaires en version non modifiable.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

DREAL PACA
SAPR/UBCCP
16 rue Antoine Zattara
CS70248
13 332 Marseille CEDEX 3
Téléphone : 04 88 22 61 21
Courriel : marchespublics.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme .

ARTICLE 7. VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE

La visite des deux sites du COB de Marseille et du COB de Sète est obligatoire.

Le responsable du site, qui prendra en charge le représentant de l'entreprise candidate, remettra le jour de la visite une attestation de visite signée des deux parties.

Cette attestation sera obligatoirement jointe dans l'offre, sous peine de nullité de celle-ci. Dans le cadre d'une candidature faisant partie d'un groupement, la visite préalable du site pourra être effectué par le mandataire du groupement seul.

Pour le rendez-vous de la visite obligatoire, les candidats devront s'adresser à :

Pour le COB de Marseille (lot 1) :

Monsieur Maxime SUROY ou son représentant,
poste 123 de la digue du large 13 002 Marseille.

Téléphone : 04 13 94 89 40 / 06 68 43 00 33
cob-marseille@developpement-durable.gouv.fr

Pour le COB de Sète (Lot 2) :

Monsieur Frédéric PORTE ou son représentant,
Quai d'Alger prolongé 34 201 Sète

Téléphone : 04 13 94 89 00 / 06 64 00 68 53
cob-sete@developpement-durable.gouv.fr

Pour des raisons pratiques, la visite devra être effectuée au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Passé ce délai le responsable du COB concerné (Marseille pour le lot 1, Sète pour le lot 2) pourra refuser d'effectuer la visite.

Le cadre de l'attestation de visite est joint en annexe n°1 au présent règlement de la consultation.

Cette attestation devra être intégrée à l'offre de marché, faute de quoi celle-ci pourra être déclarée irrégulière.

Le responsable du COB de Marseille ou du COB de Sète n'est pas autorisé à répondre aux questions durant la visite.

Toute question devra se faire par écrit selon les modalités de l'article 6.

ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION : *Attestation de visite du site d'enlèvement des déchets*